



Je vais essayer de décrire le décor économique et social avant de revenir sur un certain nombre de préoccupations plus directement reliées au thème de ce colloque. Je voudrais d'abord tenter de montrer qu'à partir de l'entrée en crise du début des années soixante-dix, s'est mis en place dans les pays développés un mode de fonctionnement de l'économie qu'on pourrait qualifier de régulation néo-libérale. Ce système a fonctionné à sa façon mais j'essaierai de montrer aussi qu'il est en train d'atteindre ses limites et qu'il débouche sur une crise qui est non seulement économique mais, plus profondément, sociale, si bien que l'on pourrait pratiquement parler de crise de civilisation. Et, enfin, je chercherai à indiquer les effets contradictoires de cette évolution sur les femmes et notamment sur l'emploi des femmes. Comme je suis économiste, je ne veux pas trop m'aventurer en dehors du domaine de mes compétences supposées.

Je crois qu'il est important d'avoir en tête une périodisation assez précise de ce qu'on pourrait appeler les trois grandes phases de la crise pour situer la période dans laquelle on se trouve.

Il y a d'abord eu, avant la crise, une période (jusqu'au début des années soixante-dix - jusqu'en 1973 si on veut donner une date très précise - où les économies européennes connaissaient une croissance assez rapide avec une rentabilité du capital élevée. On a tendance rétrospectivement à idéaliser cette période, mais disons qu'on peut considérer que ça a fonctionné relativement bien.

Ensuite s'est produite l'entrée en crise, avec une première récession, suivie d'une relance qui s'est faite par les moyens classiques, dits keynésiens, qui consistent à injecter des dépenses publiques pour faire redémarrer l'économie. On s'est très vite rendu compte que ça ne fonctionnait plus, que la crise était plus sérieuse, bien plus profonde que ce qu'on avait imaginé. Ça conduit assez rapidement, au début des années quatre-vingt - avec un timing un peu différent selon les pays - à un tournant vers quelque chose qu'on peut appeler la mise en place d'un modèle néo-libéral.

Je vais décrire rapidement la cohérence limitée, mais réelle, que ce modèle a pu essayer de construire, en décrivant les principaux points sur lesquels il s'appuie. La logique de ce modèle peut être résumée en cinq propositions qui dessinent l'architecture implicite de ce modèle.

1. Croissance zéro des salaires : dans tous les pays on a assez rapidement - dans certains plus lentement que dans d'autres - ramené la progression des salaires à une norme de fait qui était une progression à peu près nulle en pouvoir d'achat. Si vous regardez aujourd'hui les

* dans J. De Leeuw et H. Peemans-Poulet, *L'extrême droite contre les femmes*, Editions Luc Pire, Bruxelles 1995

revendications salariales, ou même les discours syndicaux, personne ne réclame plus d'augmentation de pouvoir d'achat. De fait est assez largement acceptée l'idée que la norme est une progression quasiment nulle du pouvoir d'achat.

2. Pendant ce temps, la productivité des salariés dont le salaire était à peu près maintenu a continué à progresser à un rythme, certes ralenti par rapport aux années d'expansion. Ce qui s'est passé alors a consisté à affecter au profit la quasi-intégralité de ces gains de productivité, avec il est vrai des différences marquées entre pays (ici j'ai tendance à globaliser un modèle européen). L'affectation principale de ces gains de productivité a donc été consacrée au rétablissement du taux de rentabilité des entreprises, parce que l'interprétation qui était devenue dominante de la crise et de ses racines revenait à dire : il y a eu une augmentation exagérée des salaires qui a cassé la rentabilité des entreprises, et donc l'économie ne redémarrera que lorsqu'on aura retrouvé un taux de profit suffisant. Donc, toutes les politiques économiques ont été menées autour de cet objectif avec comme théorème - ce qu'on appelait le théorème de Schmidt - que les profits d'aujourd'hui sont les investissements de demain et les emplois d'après-demain. Donc il fallait instaurer de nouveau un mécanisme vertueux et il y avait un assainissement de l'économie à effectuer, une période difficile à passer, mais ensuite ça repartirait sur une nouvelle base nouvelle.

3. Comme l'économie n'a pas réellement démarré et que l'investissement a connu un développement, mais qui n'a pas été très durable, on a eu de fait un recyclage du profit. C'est un élément clé de ce type de modèle, mais qui n'est pas apparent, il faut creuser un peu pour le voir : ce profit qui s'est rétabli sans se réinvestir totalement a donc dû être recyclé, et il a été recyclé vers les plus hauts salaires sous forme de distribution de profits, de revenus financiers. Quand on regarde la répartition du revenu, c'est quelque chose de très net : la part des salaires baisse, la part de l'investissement du profit réinvesti est à peu près constante avec des fluctuations et puis - entre les deux - il y a quelque chose qui grossit, ce sont les revenus financiers, en même temps que les taux d'intérêt ont augmenté.

On a là un élément important du modèle, parce que cette redistribution du revenu a empêché au cours des années quatre-vingt le moteur économique de s'étouffer : c'est en gros la consommation des catégories de revenus les plus élevés, qui a assuré le maintien de la demande et donc les débouchés.

4. L'espèce de contradiction qu'il fallait résoudre avec ce modèle c'est que si vous cassez les salaires, vous cassez normalement en même temps les débouchés. Et donc la manière dont cette contradiction a été réglée, au moins pendant un temps c'est qu'une troisième sorte de revenus qui ne sont ni les profits (qui vont à l'investissement) ni les salaires (qui vont à la consommation), sont venus soutenir la demande, avec la consommation à partir des revenus financiers. C'est assez compliqué à mettre en évidence statistiquement de manière très fine, parce qu'en général les chiffres de la comptabilité nationale ne distinguent pas au sein de la catégorie "ménages" les différents types de revenu et leur affectation. Il y a donc un travail - y compris d'élucidation de ce modèle-là - qui est difficile à mener à bien faute de statistiques aussi précises que dans d'autres domaines.

5. La croissance des inégalités s'est manifestée dans tous les pays, encore une fois avec des rythmes différents : particulièrement marquée en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis, relativement marquée en France, en Italie et ça l'est moins en Allemagne. Il s'agit surtout d'une inégalité entre revenus salariaux et revenus non-salariaux, mais aussi à l'intérieur des revenus salariaux. Ce creusement des inégalités était fonctionnel : il correspondait à la

réaffectation du revenu national visant à la création d'une demande qui devait suppléer à la demande salariale bloquée par les politiques d'austérité.

Donc vous voyez que se mettait en place un modèle qui était différent du modèle précédent, celui des années d'expansion, un modèle qu'on pourrait qualifier de néo-malthusien. Parce que Malthus, outre qu'il a théorisé la progression de la population plus rapide que les ressources, a aussi beaucoup mis l'accent sur la nécessité et l'utilité de la consommation des riches dans le soutien de la demande et de la croissance de l'économie. On peut aussi - mais ça je ne développerai pas - étendre cette idée de fractionnement entre les salaires bloqués et les autres revenus qui assurent la demande, à l'ensemble de l'économie mondiale.

Au total, ce modèle avait une certaine cohérence et il a permis de repousser quelque chose qu'on attendait depuis relativement longtemps, à savoir la récession dans laquelle on se trouve aujourd'hui. Beaucoup d'économistes prévoyaient cette récession dès 1985, avec l'argument qu'on ne pouvait pas éternellement bloquer les salaires et assurer le soutien de la demande. Mais d'une certaine manière cette difficulté réelle a été étirée dans le temps pendant une période relativement longue. Maintenant, quelles sont les éléments de crise de ce système, ce modèle et - plus fondamentalement - d'un certain mode de fonctionnement de l'économie?

Premièrement, on ne peut pas prolonger sans fin la montée des inégalités. Ce mouvement se heurte à des résistances sociales, et du coup on arrive - c'est assez clair en France - à ce qui devait arriver : à force de comprimer les salaires, il n'y a plus de demande, il n'y a plus de commandes, et on est entré dans une crise après tout assez classique, qu'on pourrait qualifier de crise de sous-consommation.

En France, cette difficulté est bien illustrée par un discours officiel qui d'un côté décrète que les salariés ont un salaire trop élevé pour la compétitivité et qui, de l'autre, demande aux français de consommer plus. Ce qui montre qu'on est arrivé à un point d'incohérence assez élevé dans les discours économiques, puisque les deux choses sont évidemment contradictoires.

Deuxième point, c'est la montée du chômage de masse, qui apparaît maintenant pour ce qu'il est : un chômage absolument structurel qui est là pour durer et qui n'est pas un épiphénomène que la reprise pourrait résorber. Tout ça est connu.

Ensuite il y a une autre source de blocage, quelque chose qu'il est important de comprendre dans la conjoncture actuelle : un blocage même des politiques de relance keynésienne par les budgets publics. Là on se heurte à autre chose, mais qui est cohérent avec le modèle qui s'est mis en place, à savoir : il y a des déficits publics très importants qui empêchent de relancer du côté du budget public. Ces déficits publics sont l'envers de l'inégalité dans la répartition des revenus, parce qu'ils naissent de la contre-réforme fiscale dont on parlait tout à l'heure, qui est assez générale dans tous les pays européens. Autrement dit, ce qu'on n'a pas voulu faire financer par l'impôt parce que ça aurait sous-tendu une répartition plus juste des revenus, a été financé par le déficit ; maintenant revenir en arrière supposerait mettre en place une contre-contre-réforme fiscale que les gouvernements actuellement en place ne sont pas du tout prêts à assumer, parce qu'ils n'en ont pas de toute manière la volonté politique.

Voilà donc une contradiction supplémentaire, qui permet de dire qu'on ne fera pas de relance keynésienne, ni avec Clinton - comme il avait promis pendant un temps aux Etats-Unis - ni dans les pays européens, ni même probablement à un niveau européen coordonné.

On tombe là sur un autre problème qui est celui de la mondialisation, avec une difficulté énorme à coordonner les politiques économiques - y compris au niveau intra-européen, avec l'éclatement du SME - mais de manière encore plus fondamentale au niveau mondial avec tout le discours qui apparaît, et qui a un fond de réalité, à savoir qu'on met en contact des économies qui sont caractérisées par des niveaux de développement absolument différents, que ça soit entre l'Est et l'Ouest ou entre le Nord et le Sud, et que cette mise en contact qui est faite sans précaution en retirant tous les sas qui permettaient de commercer etc., sont un facteur de crise, d'ajustement à la baisse très profond.

Quand on prend ces quatre éléments (la montée du chômage, la montée des inégalités, le blocage des politiques traditionnelles de relance, la montée des tensions et des contradictions qui naissent de l'absence d'une coordination au niveau mondial) on voit de manière très fondamentale les différences entre la manière de fonctionner aujourd'hui du capitalisme et sa manière de fonctionner pendant les années d'expansion. A savoir qu'a disparu la garantie d'avoir un emploi et un salaire - et qui, de plus, progressait au cours de la vie - qu'on avait quand on arrivait sur le marché du travail dans les années soixante. Ca donne un élément absolument fondamental de perception même de la société, de ce qu'elle va vous apporter, de la manière dont on s'en sert.

Le capitalisme a aujourd'hui perdu sa vocation à l'expansion, à la conquête, à son auto-extension au monde entier. Il fonctionne maintenant, comme disent certains économistes, de manière excluante, avec des modèles de segmentation, de dualisme. L'idée c'est que la sphère où ça fonctionne bien est de plus en plus étroite et qu'il y a des pans entiers qui sont exclus du domaine où ça fonctionne bien. D'une certaine manière, cette figure d'exclusion est universelle. Les raisons pour lesquelles les chômeurs sont exclus dans les pays les plus développés, les raisons pour lesquelles certains pays du tiers-monde sont en crise très profonde et les raisons pour lesquelles le secteur informel se développe dans les mégapoles du tiers-monde ou même les raisons pour lesquelles il n'y a pas d'expansion miracle avec le passage à l'économie de marché dans les pays de l'Est... tous ces éléments renvoient aux limites du modèle mis en place et qui ont été décrites précédemment.

J'en arrive aux aspects qui s'articulent plus directement avec le thème du colloque d'aujourd'hui.

Premier point: un des produits possibles - pas le seul heureusement - est la montée des réflexes nationalistes, protectionnistes... qui consistent à rechercher des solutions par rapport à une situation de crise où même les responsables ne proposent plus de discours, de réponses, n'ont même plus de promesses un minimum crédibles à présenter aux gens qui subissent cette crise.

Par exemple la manière dont la droite est revenue en France au pouvoir au début de l'année est tout à fait différente de la manière dont elle était revenue au pouvoir en 1986. En 1986, elle avait un discours libéral triomphant, thatchérien, elle disait : "on va privatiser, on va flexibiliser, vous verrez tout ira mieux". Et d'une certaine manière elle avait encore un domaine de crédibilité. Aujourd'hui elle arrive en disant : "on ne sait pas trop ce qu'on va faire". Balladur est très populaire parce qu'il représente une dernière bouée à laquelle on voudrait bien se raccrocher, mais sur le fond plus personne ne croit à des solutions durables.

C'est sur ce terreau de manque de perspectives, de perte d'illusions, qu'apparaît comme seule réponse apparemment cohérente une réponse qui se structure sur le repli : "replions-nous sur

nous-mêmes, restons entre nous, nous trouverons des solutions plus facilement". Dans la droite classique française, on dispose, avec Séguin, d'un discours qui se structure autour de ces deux thèmes : nationalisme et populisme. Il y a des courants de gauche qui sont sensibles à ce type de réponse. D'ailleurs, on pourrait dire que ce type de droite légitimiste a d'une certaine manière évincé pour un moment le discours de Le Pen. D'une certaine manière sa place et son discours sont occupés et son espace a été pour l'instant politiquement relativement réduit, parce que Pasqua au gouvernement mène sa politique en ce qui concerne l'immigration et Séguin, qui n'est pas au gouvernement, dit des choses qui marchent complètement sur les plate-bandes du Front National, à savoir : les solutions sont dans le repli sur nous-mêmes et le fonctionnement sur nous-mêmes. Ailleurs - avec des modalités complètement différentes et en particulier dans les pays de l'Est et d'Europe Centrale - on voit manifestement les tentations et les recherches de solutions sur le thème nationaliste. En gros, il y a un vide et ce vide risque d'être occupé par le nationalisme le plus extrême.

Maintenant je voudrais en venir très rapidement sur le problème de l'emploi des femmes pour dire des choses qui doivent être un petit peu balancées. Il y a une dizaine d'années, quand on réfléchissait sur ces thèmes, on signalait le danger d'une campagne de retour des femmes au foyer comme moyen d'ajustement par rapport au problème de l'emploi. Je ne dis pas que ce discours a disparu, mais quand on regarde justement ce qui s'est passé dans la décennie 1979-1989, on a des éléments qui sont complexes à analyser. Ainsi, et je vais faire très attention à ce que je dis là, parce que c'est contradictoire :

1. D'un côté, la part des femmes dans l'emploi a augmenté, pas énormément, mais pratiquement dans tous les pays. Il y a eu une résistance - qui se mesure par exemple au moyen des taux d'activité - en ce qui concerne les aspirations à l'emploi et la participation à l'emploi. Ça c'est le versant optimiste des choses.

2. Mais, d'un autre côté, rien ou presque n'a changé en ce qui concerne les disparités structurelles de l'accès à l'emploi : en général (avec quelques exceptions comme au Royaume Uni) le taux de chômage des femmes est généralement beaucoup plus élevé que celui des hommes, les orientations des débouchés professionnelles très différenciés. Mais le phénomène principal, qu'on a tendance à sous-estimer parce qu'on raisonne "en stock" comme disent élégamment les économistes, c'est le temps partiel. Par exemple j'ai les chiffres en tête pour la France : le temps partiel global (85 % concerne les femmes) est passé de 8 % à 12 %. Vous allez me dire que ce n'est pas beaucoup. Mais il y a une autre manière de calculer qui est beaucoup plus étonnante par rapport au résultat qu'on trouve : si on raisonne sur le nombre d'emplois créés entre 1979 et 1989, on s'aperçoit qu'il y a un chassé-croisé - avec des différences selon les pays. En gros il y a eu une substitution où on a remplacé des emplois à plein temps d'hommes par des emplois de femmes à temps partiel. Donc il y a eu un mouvement qui fait qu'il y a plus de femmes qui ont un emploi aujourd'hui - le nombre d'emplois occupés par des hommes a même baissé en nombre absolu en France et au Royaume Uni - mais la progression de l'emploi des femmes est presque intégralement imputable à la progression du temps partiel.

Il y a donc quelque chose qui recouvre en même temps le déplacement de l'industrie vers les services. L'industrie est plutôt masculinisée, les services plutôt féminisés. Donc il y a un ripage sectoriel qui a sous-tendu ce mouvement. Le point optimiste c'est de dire qu'il y a une résistance, il n'y a pas eu un retour massif des femmes au foyer qu'on pouvait craindre. Mais ça passe par un temps partiel qui est une offensive moins frontale contre l'emploi des femmes.

Les conclusions que je voudrais en tirer sont plus prospectives, et portent sur la réduction du temps de travail, qui devrait à mon sens être l'axe central de tout projet alternatif par rapport à ce type de modèle. Dans la dimension réduction du temps de travail, la dimension d'uniformité, c'est à dire uniformité entre hommes et femmes, doit être absolument centrale. Cette revendication doit être chargée d'une dimension féministe. Ceci est en particulier le cas dans l'expérience des syndicats au Danemark où le fait de réduire massivement la durée du temps de travail est relié dans l'argumentaire syndical - en particulier dans le cas du syndicat des femmes qui existe là-bas - au fait qu'une modification radicale dans le partage des tâches et des rôles ne peut pas être obtenu s'il y a une dissociation entre temps plein et temps partiel. Ce sont des choses assez évidentes mais qui méritent d'être rappelés.

Quand on regarde la réduction du temps de travail, l'autre caractéristique qui est assez frappante c'est que pour les gens qui disposent d'un emploi à temps plein, il n'y a pratiquement plus depuis dix ans de réduction du temps de travail en Europe. La durée moyenne ne baisse qu'en raison de la montée des emplois des femmes à temps partiel. Mais si on sépare les deux catégories on s'aperçoit que ça ne bouge pratiquement pas. Donc cette réduction qui est en tout état de cause nécessaire se fait sous une forme perversie, sous la forme de la montée du temps partiel. Il est tout à fait intéressant d'y opposer point par point l'idée que cette réduction doit se faire de manière uniforme, c'est à dire qu'en gros l'objectif c'est la semaine de trente heures pour tous et non pas quarante heures pour les hommes et vingt heures pour les femmes.